



**HAL**  
open science

# **Croissance et métamorphose des “ sciences sociales ” en France pendant et après l’épisode contestataire des “ années 68 ”**

Olivier Orain

## ► **To cite this version:**

Olivier Orain. Croissance et métamorphose des “ sciences sociales ” en France pendant et après l’épisode contestataire des “ années 68 ”. Bruno Frère, Sébastien Fontaine, Patrick Italiano. Mai 68 et les sciences sociales. La lutte continue, Presses universitaires de Liège, pp.35-57, 2020, 9782875622273. ⟨halshs-01971640⟩

**HAL Id: halshs-01971640**

**<https://shs.hal.science/halshs-01971640v1>**

Submitted on 13 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## Croissance et métamorphose des « sciences sociales » en France pendant et après l'épisode contestataire des « années 68 »

Olivier Orain\*

Il est très communément admis que les sciences sociales, et la sociologie au premier chef, ont été profondément transformées à la fin des années 1960. Des campus de la côte ouest des États-Unis aux universités de ce que l'on appelait alors « Tiers Monde », les savoirs et discours portant cette estampille, non sans ambiguïtés parfois, auraient alors pour tout ou partie basculé dans une forme ou une autre d'approche critique, congruente avec le mouvement mondial de contestation. Cette forme de narration globale, tenue pour évidente, pose question à l'historien des sciences, soucieux à la fois de ne pas transformer des représentations orthodoxes d'aujourd'hui en automatismes explicatifs et de préciser les circonstances pertinentes à partir desquelles ce genre de schème narratif peut être éprouvé.

Dans le format d'une communication écrite, et dans la mesure de mes moyens, l'objectif du présent chapitre consistera à examiner ce que les « années 68 » ont fait au spectaculaire développement des « sciences sociales » en France dans les décennies d'après-guerre. Ce rétrécissement à un cas d'espèce, fût-il national, est évidemment un pis aller, tant la situation française mériterait d'être comparée à d'autres, afin d'en faire saillir tant les singularités que les aspects les plus banals. Il manque à ce souhaitable changement d'échelle des entreprises comparatistes de grande ampleur préexistantes et un travail de mise en série portant spécifiquement sur le champ scientifique au sens large : l'histoire des mouvements étudiants dans les années 1960<sup>1</sup> commence à être assez sérieusement défrichée, l'histoire de certaines sciences ou disciplines « sociales » dans des contextes nationaux également ; en revanche, l'histoire internationale des disciplines et des partages du savoir est une question vive. On en restera donc ici au cas français, ni parangon ni exception, mais suffisamment riche et documentable pour permettre un effort d'ordonnement.

Traiter du devenir de « sciences sociales » dans les années 1950-70 pose au demeurant de gros problèmes de délimitation, tant cette expression n'était pas alors stabilisée<sup>2</sup> — si tant est qu'elle le soit davantage aujourd'hui. J'ai néanmoins renoncé à examiner scrupuleusement l'historicité de cette formulation, car cela amène à de forts développements qui ont leur logique propre. Même si c'est pour partie une fiction rétrospective, j'entends me limiter aux champs dont les praticiens pouvaient alors potentiellement se reconnaître dans le label « sciences sociales » : sociologues, ethnologues et psychologues sociaux<sup>3</sup> au premier chef, une part variable des historiens, démographes, économistes et spécialistes de « science politique » (souvent juristes), plus marginalement des géographes, linguistes, etc. Les acteurs de la période ont par ailleurs valorisé une autre étiquette, « sciences humaines », qui n'appelait pas les mêmes découpages, était bien moins significative internationalement mais très prégnante dans la langue des instances d'État en France. Il faut par ailleurs se garder de rétrojeter l'image de disciplines achevées sur une époque où la plupart d'entre elles n'étaient pas disciplinarisées. Les années 1950-60 sont précisément la période où une bonne part d'entre elles ont commencé à se développer, à se structurer, à

---

\* Chargé de recherches au CNRS, UMR 8504 Géographie-cités

<sup>1</sup> À titre d'exemple, en langue française, on citera J.-Ph. Warren, 2008, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal ; L. Gruel, O. Galland et G. Houzel, dir., 2009, *Les étudiants en France. Histoire et sociologie d'une nouvelle jeunesse*, Rennes, PUR, « Le lien social » ; F. Blum, P. Guidi, O. Rillon, dir., 2017, *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, « Histoire contemporaine ».

<sup>2</sup> Dans le corpus de textes des années 1950-1980 que j'ai consultés, ce que l'on met derrière un tel syntagme n'est absolument pas homogène, chaque auteur a sa façon spécifique de découper et de grouper.

<sup>3</sup> La psychologie sociale, telle qu'elle était portée, professée et développée à l'époque par des acteurs comme Jean Stoetzl, demeure à ma connaissance un angle mort de l'historiographie, sans doute parce que ce qui s'est développé ultérieurement sous la même étiquette n'avait plus grand-chose de commun avec cette primo-élaboration.

s'implanter, d'abord dans des organismes de recherche puis dans les universités, tandis que leur consolidation n'est survenue que dans les années 1970, voire 1980. Il faut également se prémunir contre un prisme trop exclusivement disciplinaire, dans la mesure où le caractère encore balbutiant de nombreux domaines, la circulation des individus d'une entreprise de recherche à l'autre, l'avènement de projets pluri- ou interdisciplinaires, et la tension entre un travail de disciplinarisation et une réticence de principe à leur rencontre, assez répandue, militent assez fortement contre un travail rétrospectif qui forcerait l'analyse en l'assignant dans des cadres à la fois rétrospectifs, poreux et structurellement mouvants.

Ce texte s'inscrit dans une double tradition : celle de l'historiographie savante<sup>4</sup> des années contestataires, telle qu'elle s'est développée à partir de la fin des années 1980 dans un refus de la vulgate journalistico-essayiste sur « 1968 »<sup>5</sup> ; celle d'une histoire sociale des sciences soucieuse de ne pas rétrojeter sur des configurations du passé des cadres analytiques valables pour le présent. La période à l'examen (1945-1982<sup>6</sup>) a ceci de paradoxal qu'elle semble proche et bien connue, alors que la connaissance fine de ce qui s'est alors joué dans des « sciences sociales » encore en gésine demeure lacunaire et opacifié par des mythes fondateurs — sur le rôle du structuralisme ou de la « pensée critique » notamment. Très rares sont les tentatives de synthèse qui ont essayé d'adopter cette focale : l'article déjà ancien d'Alain Drouard, « Réflexions sur une chronologie : le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante » (1982), demeure un jalon essentiel et un quasi *hapax*. C'est plutôt à propos de sous-ensembles de l'ordre de la discipline (en formation) ou dans l'examen de trajectoires individuelles ou de petits collectifs que s'est opéré depuis un développement historiographique<sup>7</sup>. Mon propos sera davantage de l'ordre de la synthèse et de la conjecture que de l'exposé de résultats empiriques nouveaux : j'ai déjà exposé ailleurs mon interprétation des « années 68 » de la géographie française<sup>8</sup> et souhaiterait cette fois redéployer mon propos à une autre échelle, celle d'un ensemble de domaines (ré)émergents, qui précisément se sont développés et structurés dans les quatre décennies qui suivent 1944-45. C'est à ce titre que « sciences sociales » fait le départ, encore qu'imparfaitement, avec « sciences humaines » : cette dernière étiquette englobait entre autres des champs déjà bien implantés et disciplinés (l'histoire, la géographie, la philosophie) alors que la première désignait surtout des savoirs prometteurs, marqués par un retard de développement au regard de situations de référence internationales (étatsunienne au principal).

Afin de comprendre ce qui a eu lieu dans cette période, la narration proposée sélectionne un ensemble de traits relevant au principal d'une histoire sociale de ces champs émergents. La problématique en serait que la forme spécifique de croissance des sciences sociales en France a créé de fortes disparités statutaires, qu'une série d'exutoires (l'amélioration des statuts, la mobilité d'un projet à l'autre, la présence d'associations de droit privé, la migration vers un statut d'assistant, etc.) rendaient relativement supportables dans un climat optimiste. La crise de Mai-Juin 1968 a par contraste rendu problématique le système pyramidal qui s'était peu à peu affirmé,

---

<sup>4</sup> On citera a minima R. Mouriaux, A. Percheron, A. Prost, D. Tartakowsky, dir., 1992, *1968. Exploration du mai français*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales », 1992, 2 vol. ; G. Dreyfus-Armand, R. Frank, M.-F. Lévy, M. Zancarini-Fournel, 2000, dir., *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, éditions Complexe (rééd. Complexe, coll. « Historiques », 2008) ; P. Artières & M. Zancarini-Fournel, dir., 2008, *68 : Une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte ; D. Damamme, B. Gobille, F. Matonti, B. Pudal, dir., 2008, *Mai Juin 68*, Paris, Les éditions de l'atelier ; B. Gobille, 2008, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008/2, 63e année, p. 321-349 ; L. Bantigny, 2018, *1968, de grands soirs en petits matins*, Paris, Le Seuil.

<sup>5</sup> Voir à ce sujet mon article « Une fertilisation paradoxale ? Bilan historiographique de l'incidence de Mai 68 sur les transformations des sciences de l'homme et de la société dans les années 1960-1970 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2015, n°26, p. 243-294.

<sup>6</sup> Aucun cadre chronologique rigide ne semble satisfaisant, dans la mesure où concrètement la période est marquée par une succession de réformes et des transformations soit continues, soit par « sauts »

<sup>7</sup> Il est très dissemblable selon les disciplines. L'histoire de la sociologie y occupe une place léonine pour la période 1945-1982, d'où découle la disproportion de traitement accordé aux différents champs dans le présent texte.

<sup>8</sup> O. Orain, 2015, « Mai-68 et ses suites en géographie française », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2015, n°26, p. 209-242.

suivant des mécanismes qui n'étaient pas écrits d'avance mais ont rapidement revêtu un caractère d'évidence, eu égard aux grilles de lecture qui prévalurent alors dans le mouvement contestataire. La période qui fait suite est marquée par un double mouvement de consolidation des dispositifs de (re)production de ces nouveaux champs et de fracture sociale et idéologique entre un *establishment* conservateur et de nouvelles générations cultivant une vision critique de leur métier.

## I La crise comme révélateur ?

Pour comprendre ce qui s'est joué en Mai-Juin 1968 dans les « sciences sociales », il faut revenir sur une modalité — à vrai dire peu spécifique — de cette crise politique et sociale. À côté des défilés, manifestations et autres investissements de l'espace public, le mouvement s'est également déployé dans des lieux — de vie, de travail — occupés. Usines<sup>9</sup>, universités, lycées, théâtres, administrations, etc., constituaient le cadre quotidien de l'existence socialisée des acteurs en révolution. À côté de l'élaboration d'un répertoire de contestation politique de portée nationale, les occupants y ont œuvré à redéfinir les cadres locaux de leur existence, avec en ligne de mire la réforme quasi-immédiate, performative, voire le bouleversement, du fonctionnement (social, mais pas seulement) de leur lieu d'activité. À cette action ressortissant à la proximité immédiate s'adjoignait le plus souvent une réflexion critique de portée plus large visant des métiers ou des activités conçus dans leur insertion socio-économique générale, avec souvent un prisme marxiste ou marxisant qui problématisait le « capitalisme » mondialisé et son agentivité ubiquiste<sup>10</sup>. J'ai proposé en 2015 de voir là, à la suite d'Antoine Prost, une forme d'« encellulement »<sup>11</sup> temporaire caractérisé par un entre-soi relatif. Il constitue une sorte de doublure de la face davantage politique (au sens de publique) des « événements », dont il est complémentaire.

En l'absence d'un inventaire, on pourrait dire que *la plupart* des centres de recherche et d'enseignement ont été saisis par le mouvement, voire occupés, et ont été le théâtre d'un processus délibératif (par assemblées générales plus ou moins régulières et organisation de commissions). Il n'y a pas d'échelle unifiée ou de principe de clôture clair, sinon que les bâtiments ou campus formaient des ensembles urbanistiques commodes pour des formes unitaires d'occupation. Dans certains cas, c'était une université entière, dans d'autres une faculté individualisée par ses locaux, dans d'autres encore un institut disciplinaire (par exemple, d'anglais<sup>12</sup> ou de géographie<sup>13</sup>), ou encore un centre de recherche bénéficiant de locaux propres, comme le CES<sup>14</sup>. On dispose d'une série de récits plus ou moins développés concernant notamment l'occupation de Science-po<sup>15</sup>, des bâtiments du CNRS à Meudon<sup>16</sup>, de l'École pratique des hautes études<sup>17</sup>, et de bien d'autres encore<sup>18</sup>. Les échelles de pertinence du

---

<sup>9</sup> Cf. X. Vigna, 2007, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Histoire ».

<sup>10</sup> Eu égard à l'extrême diversité des interprétations que l'on trouve dans les tracts, trace archivistique majeure de la période, je ne me risquerai pas à donner une formule trop figée des grilles de lecture du « capitalisme », tel qu'il est mobilisé à l'époque. Au demeurant, je ne suis pas du tout convaincu par la pertinence du partage entre « critique sociale » et « critique artiste » que l'on trouve dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme* de L. Boltanski et E. Chiapello, qui rétrojette sa grille binaire sur des répertoires contestataires qui étaient loin d'être réductibles à ce genre de partage.

<sup>11</sup> Cf. O. Orain, 2015, « Mai-68 et ses suites en géographie française », *op. cit.*, p. 217.

<sup>12</sup> Cf. C. Gaubert & M.-P. Pouly, 2012, « Transformations morphologiques et mobilisations disciplinaires. Les enseignants et étudiants de l'Institut d'anglais de la Sorbonne en 1968 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 194, p. 78-97.

<sup>13</sup> Cf. O. Orain, 2015, « Mai-68 et ses suites en géographie française », *op. cit.*, spéc. p. 220-222.

<sup>14</sup> Cf. P. Vannier, 2015, « Mai 68 et la sociologie. Une reconfiguration institutionnelle et théorique », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2015, n°26, p. 45-62.

<sup>15</sup> Cf. B. Brillant, 2003, *Les Clercs de 68*, Paris, PUF, « Le Nœud gordien », spéc. p. 240-242.

<sup>16</sup> Cf. D. Guthleben, 2009, *op. cit.*, spéc. p. 247-255.

<sup>17</sup> Cf. B. Brillant, 2003, *op. cit.*, spéc. p. 250-255 ; M. Augé, J. Revel, N. Wachtel, eds, 1996, *Une école pour les sciences sociales De la V<sup>e</sup> Section à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales*, Paris, eds de l'EHESS.

<sup>18</sup> En revanche, chaque récit ou description rétrospective a sa logique d'exposition spécifique et son genre de rendu. Il manque à la fois une forme d'inventaire et d'analyse générale du processus qui aille au-delà des quelques éléments

mouvement dans sa dimension locale ou professionnelle sont fort variables, et le cas échéant mouvantes. Le processus de critique de l'existant<sup>19</sup> empoignait des éléments divers, et pas seulement la question du mandarinat et, plus globalement, des hiérarchies dans le monde universitaire et de la recherche. Lorsque la configuration s'y prêtait, un travail d'introspection unissant les praticiens d'un même métier a pu avoir lieu, touchant aussi bien des aspects pratiques qu'épistémologiques, souvent sur fond de marxisme ou de bachelardo-althussérisme (dans une formule extrêmement sensible aux questions de la « coupure épistémologique » et du remplacement de la « science bourgeoise » pseudo-neutre et idéologiquement chargée par une science nouvelle, dialectique, unifiante, utile, au service des « masses », etc.). Opposer une critique implicitement *noble* — politique au sens traditionnel, « radicale », désintéressée et départie des intérêts des acteurs — et un répertoire « corporatiste », « réformiste »<sup>20</sup>, me semble à tous égards un effet de focale et une erreur d'interprétation, tant l'une et l'autre ont à la fois cohabité (dans les moments d'entre-soi) et correspondu à des temporalités et à des lieux en partie différents. Je ferais même l'hypothèse qu'elles se nourrissaient, s'entremêlaient, et que les acteurs des événements ont éprouvé le besoin de les mener de front et de changer les échelles interprétatives, et ce d'autant plus que la perspective locale, professionnelle, était dans un rapport d'éclairage et d'emboîtement avec une perspective nationale ou globale (celle du capitalisme mondialisé).

Les traces identifiables de ce moment contestataire propre aux arènes savantes ou universitaires n'ont fait l'objet d'aucun examen systématique et sériel jusqu'à présent. Il est au demeurant difficile de statuer sur la pérennité ou le caractère volatil de délibérations qui pour certains témoins plus ou moins bien intentionnés ressortissaient à une vaste palabre ou à un mouvement d'humeur. Il n'en demeure pas moins que la période de Mai-Juin 1968, éventuellement élargie aux « assises » qui se sont tenues durant l'été qui suit, ont cristallisé voire fait émerger, en particulier dans les jeunes « sciences sociales », une nouvelle lecture, beaucoup plus critique, des rapports sociaux entre les détenteurs de fonctions d'autorité et de décision et les diverses sortes de subalternes qu'ils avaient pour mission de recruter, de coordonner, de former, de superviser, etc. L'acceptabilité relative qui régissait la relation d'autorité enseignant-enseigné ou directeur d'étude-petite main, réinterprétée en termes de relation patron-ouvrier ou d'exploitation paternaliste, entre autres schèmes mobilisables, s'est trouvée dès lors remise en cause de manière plus ou moins vigoureuse, rendant les modes de fonctionnement antérieurs insupportables à une part importante du personnel (contractuels, vacataires, techniciens, étudiants). Dans une modalité effectivement réformiste, cela conduisait à un vœu de paritarisme, suscitant des conseils élus par des collèges multiples. Dans une modalité plus radicale, cela imposait le principe « un homme, une voix » des délibérations d'amphithéâtre, les convocations de patrons à déchoir devant des « tribunaux populaires », entre autres interpellations *ad hominem*, et la multiplication des tracts dénonçant la gestion passée ou les postures des équipes dirigeantes. Les rares travaux historiques rentrant dans le détail des régimes de mobilisation lors des événements<sup>21</sup> montrent que les vacataires et les contractuels de la recherche (parmi lesquels surtout des attachés) ont pris une part déterminante dans ce processus de revendication égalitariste et d'interpellation du personnel dirigeant. S'il est sans doute prématuré de l'affirmer sans ambages, je serais tenté de faire l'hypothèse que la structure pyramidale des centres de recherche, qu'ils soient publics (laboratoires du CNRS et équipes associées, groupes de la sixième section de l'EPHE, etc.) ou

---

ici stylisés. Mieux encore, c'est une forme d'anthropologie historique du processus d'agora contestataire qu'il serait souhaitable d'entreprendre, notamment parce que les réunions d'amphi et la division du travail en commission ont constitué une forme de matrice pour de nombreux forums « révolutionnaires » des années 1970. Cf Orain, O., 2009, *De Plain-pied dans le monde. Écriture et réalisme dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan, spéc. p. 294-301.

<sup>19</sup> Cf. O. Orain, 2015, « Une fertilisation paradoxale », *op. cit.*, spéc. p. 283-287.

<sup>20</sup> P. Bourdieu, 1984, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, spéc. p. 224.

<sup>21</sup> Cf. notamment, C. Topalov, 1992, « Le centre de sociologie urbaine », *Politix*, n° 20, p. 195-201 ; P. Vannier, 2015, *op. cit.* ; B. Gaïti et M. Scot, 2017, *op. cit.*

associatifs<sup>22</sup> (comme la FNSP, le Centre de sociologie urbaine<sup>23</sup>, etc.), est devenu un point d'achoppement à l'occasion des Événements. Ce qui n'exclut pas que les tensions aient préexisté, simplement exaspérées lors de l'épisode contestataire<sup>24</sup>. L'extrait ci-dessous d'un texte autobiographique de Michel Crozier, où il détaille le fonctionnement du Centre de sociologie des organisations (CSO) et les tiraillements qui se firent jour dans les années précédant Mai-68, avec toutes les précautions qui s'imposent à l'égard d'un témoignage rétrospectif, explicite quelque chose de cet ordre :

Notre petit système tournait remarquablement bien. [...] De premiers nuages toutefois apparaissaient. Pour répondre aux demandes de recherche, saisir les opportunités qui s'offraient de terrains et de budgets il fallait recruter des assistants, et une structure à deux niveaux commençait à s'installer qui posait problème. Les jeunes assistants devenaient les vacataires de mes mousquetaires<sup>25</sup>. D'où des difficultés de rapports humains que j'avais du mal à aplanir. [...]

C'est dans ce climat moins confiant et moins chaleureux qu'arriva le coup de tonnerre de mai 68. Toute la recherche entra en effervescence. Pendant une demi-douzaine d'années, elle fut paralysée. Nous réussîmes à nous en tirer plutôt bien car le groupe restait très solide. Nous pûmes recommencer à envoyer des enquêteurs en province dès juin 1968. Nous eûmes quelques problèmes avec quelques-uns de nos vacataires et des Assemblées générales tumultueuses car nous fûmes envahis par les grévistes.<sup>26</sup>

De nombreuses vérifications sont encore nécessaires, mais la tournure prise par le développement des sciences sociales dans les décennies d'après-guerre a sans doute contribué à tendre la situation sociale dans les « laboratoires », de sorte que la mise en cause généralisée de la « domination rapprochée »<sup>27</sup> qui s'est exprimée durant les deux mois d'occupation a trouvé là un carburant. À ne mettre l'accent que sur les figures les plus emblématiques de *l'establishment* scientifique de l'époque<sup>28</sup>, on risquerait de perdre de vue le rôle des « cadres intermédiaires », souvent visés par des formes de ressentiment équivalentes, situation qu'évoque M. Crozier dans l'extrait cité. Le caractère récent des positions qu'ils avaient acquises en faisait souvent les défenseurs « loyaux » d'un système de rétribution dont ils étaient les bénéficiaires. Nombre d'entre eux, en particulier dans les universités, ont réagi par l'ironie goguenarde, la franche colère et surtout par la délégitimation à un mouvement qui semblait menacer de sape les assises sur lesquelles reposaient leurs carrières<sup>29</sup>.

---

<sup>22</sup> Avant 1987, associations et fondations n'étaient pas distinguées dans le droit français. C'est par l'entremise des associations que des vacataires étaient recrutés pour exécuter le gros des tâches nécessaires aux pilotes des enquêtes collectives, par exemple la FNSP, l'association Marc-Bloch pour la VI<sup>e</sup> section de l'EPHE. Le Centre de sociologie des organisations était une association (baptisée en 1959 Centre de recherche de sociologie administrative, et renommée en 1966) adossée à une équipe associée au CNRS, le Groupe de sociologie des associations, à partir de 1966 justement. Mais M. Crozier mobilisait en fait plusieurs supports associatifs à la fois. Cf. P. Grémion, 2016, « L'Atelier Saint-Hilaire (1962-1975) », *Entreprises et histoire*, n° 84, p. 11-28.

<sup>23</sup> Créé en 1954 comme Bureau d'études socio-techniques puis Centre des groupes sociaux par Paul-Henri Chombart de Lauwe, il avait pris ce nom en 1966 après le départ de son fondateur. Cf. C. Topalov, 1992, *op. cit.*

<sup>24</sup> Davantage qu'un moment créateur *stricto sensu*, ce court et massif mouvement contestataire de deux mois semble avoir fonctionné comme une caisse de résonance

<sup>25</sup> M. Crozier désigne par là les jeunes chercheurs — Jean-Pierre Worms, Pierre Grémion, Renaud Sainsaulieu Catherine Schmid-Grémion, Alfred Willener, Jean-Claude Thoenig, Jacques Lautman (parti en 1966), Erhard Friedberg — qu'il avait réunis autour de lui à partir du début des années 1960 et qu'il avait incités à se faire recruter au CNRS. Leur réussite lui permit de disposer d'un ensemble de lieutenants à la position moins précaire que les vacataires.

<sup>26</sup> M. Crozier, 1996, « Comment je me suis découvert sociologue. Réflexions sur un apprentissage qui ne sera jamais terminé », *Revue française de science politique*, 46-1, p. 88 (80-95).

<sup>27</sup> D. Memmi, 2008, « Mai 68 ou la crise de la domination rapprochée », in D. Damamme, B. Gobille, F. Matonti, B. Pudal (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, p. 35-46.

<sup>28</sup> Lesquels ont souvent été les cibles des formes de charivari décrites précédemment, en ce qu'ils incarnaient l'institution.

<sup>29</sup> J'ai essayé d'analyser ce processus (et surtout ses répercussions) dans « Mai-68 et ses suites en géographie française » et « Une fertilisation paradoxale », 2015, *op. cit.*, spéc. p. 221-222, 227-229 et 278-279.

Une telle analyse nous amène à revenir, quoique brièvement, sur l'un des aspects rarement thématifiés en tant que tel mais lourd de conséquence, des occupations et de la libération de la parole en Mai-Juin 68. Pour toutes celles et tous ceux qui ont été pris à partie ou se sont sentis menacés — à titre individuel ou collectif — par la dramaturgie des motions, des tracts et des interpellations, l'épisode a été une expérience *cuisante*. Dès mars-avril 1968, le début d'insurrection à Nanterre<sup>30</sup> avait suscité des réserves très vives chez des professeurs de fraîche date comme François Bourricaud<sup>31</sup>. L'intensité et la durée des conflits dans ce site à l'avant-garde du mouvement a sans doute contribué à la production d'une imagerie qui a eu vite fait d'associer « enragés », « Nanterre » et « sociologie », section dans laquelle le très médiatisé Daniel Cohn-Bendit avait fait ses études de licence. Devenu un phénomène de société et un « événement » pour partie inouï<sup>32</sup>, le mouvement a profondément divisé le corps professoral entre observateurs distancés ou goguenards, sympathisants opportunistes ou convaincus, et opposants plus ou moins farouches. Il est devenu un abcès de fixation à l'aune duquel se sont resémantifiées durablement les grammaires politiques propres au monde intellectuel en général. Il est au demeurant vraisemblable que la logique confrontationnelle ne s'est pas arrêtée en juin, mais s'est prolongée par intermittence, si l'on veut bien en considérer les nombreux ressacs ultérieurs<sup>33</sup> et les avatars en partageant l'expressivité ou les rhétoriques. S'il existe probablement assez peu d'archives qui permettraient d'analyser l'expression à chaud des effets cuisants du processus contestataire, c'est aussi que le site à partir duquel on en fait l'hypothèse est essentiellement mémoriel — témoignages d'après-coup, souvenirs qui expriment une émotion longtemps conservée, sans doute recomposée.

## II Une institutionnalisation à contretemps

Les événements de Mai-Juin 1968 n'ont en eux-mêmes duré que deux mois, mais leur « ombre portée » (ou leur fantôme ?) amena une multitude d'auteurs et d'acteurs à les donner comme explicatifs de nombreuses transformations de la société française dans les décennies qui suivent, souvent au prix d'une minoration de césures ou de processus ultérieurs, autonomes ou corrélés. La crise économique de 1974, les changements de ligne politique au sein de l'exécutif, les crises internationales, les transformations du champ intellectuel, sont quelques uns des éléments contextuels qui devraient militer dans le sens d'une élémentaire prudence quand il s'agit de s'interroger sur les incidences directes de cette crise. La trajectoire même des acteurs de Mai-Juin 1968 peut difficilement être interprétée uniment comme la conservation (acrimonieuse ou nostalgique) d'une mémoire qui aurait agi comme principe directeur des conduites et des interprétations. Il faut sans doute plutôt envisager diverses sortes de rapport à ce passé — lent éloignement, distanciation ou oubli, à côté des figures mieux dessinées du « soixante-huitard » et de son double négatif. Au-delà des propriétés individuelles, la question des collectifs nés en, marqués par ou issus de Mai 68 est d'une particulière importance, même si elle pose des problèmes similaires.

---

<sup>30</sup> Cf. C. Dormoy-Rajramanan, 2018, « La Sociologie nanterrienne « autour de 68 ». Entre expertise et contestation », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 12-3, p. 481-511.

<sup>31</sup> Dans un entretien dans une série d'« À voix nue » sur France culture (mars 2019), Alain Touraine lui attribue sans le nommer la paternité de l'expression « une douzaine d'enragés », qui insistait sur la dimension groupusculaire du mouvement du 22 mars. Elle fut ensuite reprise par Alain Peyrefitte, ministre de l'éducation, dont F. Bourricaud était l'un des conseillers. <https://www.franceculture.fr/emissions/a-voix-nue/alain-touraine-25-comprendre-la-societe-du-travail>

<sup>32</sup> Cf. B. Gobille, 2008, « La vocation d'hétérodoxie », dans D. Damamme *et alii*, dir., *Mai Juin 68*, Les éditions de l'atelier, 2008, p. 274-291.

<sup>33</sup> À titre d'exemple, j'ai présenté dans le n° thématique de la RSH « Les « années 68 » des sciences humaines et sociales » un document datant vraisemblablement de décembre 1968, intitulé « Propositions destructives », qui exprime la rémanence six mois après d'un style contestataire ravivé par la loi Faure.

C'est peut-être pour les universitaires pris à rebrousse-poil par l'épisode contestataire que la question des incidences se dessine en apparence le plus clairement : dans les mois et années qui suivirent, nombre d'entre eux basculèrent ou se radicalisèrent à droite<sup>34</sup>, avec des conséquences plus ou moins directes sur leur attitude à l'égard de collègues ou de nouveaux entrants qui avaient une position différente. Les cas de Michel Crozier<sup>35</sup> et François Bourricaud sont relativement parlants dans leur contraste. Très inséré dans les cercles mendésistes, le premier « tomba à droite » peu à peu dans les années 1970, écrivant dans *L'Express* et *Le Figaro* au lieu du *Nouvel Observateur*, se fit conseiller de Jacques Chaban-Delmas puis d'Alain Peyrefitte, devint un auteur des revues *Commentaire* et *Le Débat* à partir de la fin des années 1970, participa au Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) dès sa fondation en 1978<sup>36</sup>, etc. Il est néanmoins assez difficile de prêter un rôle clé à la séquence de Mai-Juin 68 dans son évolution politique et son analyse de la période demeure relativement nuancée. En revanche, son collègue à Nanterre fut bien davantage en pointe et plus tôt dans les combats de la droite libérale<sup>37</sup>, auteur d'*Universités à la dérive. France, États-Unis, Amérique du Sud* en 1971 avant de publier en 1981 *Le Bricolage intellectuel* où il lit à sa façon la passion des intellectuels français pour l'égalité, interprète les décennies d'après-guerre comme le temps d'une hégémonie « existencialo-marxiste » auquel un « nihilisme libertaire » aurait succédé après 68. Ce qui distingue le F. Bourricaud d'après de celui d'avant 68 est l'acuité de son antagonisme à l'encontre des partis politiques et des intellectuels (notamment sociologues) nettement marqués à gauche. Au-delà de ces deux exemples et de quelques autres (Henri Mendras<sup>38</sup>, Raymond Boudon, Jacques Lautman, Pierre Chaunu, Emmanuel Le Roy Ladurie, Éric de Dampierre, Alain Lancelot, etc.), manquent globalement les informations systématiques qui permettraient de traiter de la (re)politisation conservatrice d'une partie du monde « universitaire » dans les années 1970-80<sup>39</sup> et mettant en lumière plusieurs types de trajectoire. Un travail sur les sources syndicales permettrait de mesurer l'adhésion au et l'ampleur du vote pour le syndicat autonome, ce lieu de fixation d'une ligne anti-soixante-huitarde, active au Comité consultatif des universités et au Comité national du CNRS durant les années 1970 et les premières années de l'alternance. Et il conviendrait d'analyser les nuances de la (re)politisation dans les champs laissés entre parenthèses ici (science politique, démographie, ethnologie), faute d'informations suffisantes.

Pour ce qui concerne les ex-acteurs et sympathisants du mouvement de Mai-68, une sorte de trajectoire idéale-typique a été proposée par Michael Pollak<sup>40</sup> qui met l'accent sur les conséquences tirées par une « génération » de l'échec politique du mouvement. Elle insiste sur le rôle de refuge de la recherche sous contrat, souvent auto-organisée en coopératives de travail<sup>41</sup>.

<sup>34</sup> Cf. pour la géographie O. Orain, 2015, « Mai-68 et ses suites en géographie française », *op. cit.*, spéc. p. 227-232.

<sup>35</sup> Cf. M. Joly, 2015, « Excellence sociologique et « vocation d'hétérodoxie » », *RHSH*, n° 26, p. 17-44 ; M. Chaubet, 2014, *Michel Crozier. Réformer la société française*, Les Belles Lettres, « l'histoire de profil ».

<sup>36</sup> cf. M. S. Christoffersson, 2009, *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Agone, « Contre-feux ».

<sup>37</sup> . Il fut conseiller d'Alain Peyrefitte au ministère de l'Éducation nationale avant et pendant la crise. L'activité « politique » de F. Bourricaud demeure mal documentée, reflet sans doute de l'oubli relatif dans lequel il est tombé depuis son décès en 1991. Cf. G. Chatron, 2015, « Désaccord parfait. Le *Contrepoint* libéral dans les configurations intellectuelles des années soixante-dix », dans F. Hourmant, dir., *Les Revues et la dynamique des ruptures*, Rennes, PUR, p. 131-164.

<sup>38</sup> Cf. H. Mendras, 1995, *op. cit.*

<sup>39</sup> Dans les années précédant 1968, l'apolitisme revendiqué (ou implicite) d'une forme de gestion consensualiste propre au pouvoir « gaulliste » hégémonique, sur fond de croissance rapide et de rhétorique modernisatrice, a pu estomper les clivages potentiels, ou bien réels, qui traversaient le monde universitaire (au sens large). La posture a été de plus en plus ressentie comme intenable après la crise par une bonne partie de ceux qui la revendiquaient auparavant, même si ce fut souvent au terme d'un processus graduel et non brusquement.

<sup>40</sup> M. Pollak, 1989, « Signes de crise, signes de changement », *Cahiers de l'IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », n° 11, avril 1989, p. 9-20. D'autres espaces d'investissement collectif que la recherche sur contrat devraient être convoqués : ceux qui reposaient sur l'auto-formation, des séminaires de recherche, etc.

<sup>41</sup> On pense ici à l'exemple du Cerfi tel que relaté par Liane Mozère (voir « Une fertilisation paradoxale, *op. cit.*) ou du Centre de sociologie urbaine, cf. Topalov, *op. cit.*, 1992.

On pourrait ajouter qu'une telle organisation permettait une forme de sécession symbolique, dans une période (1968-1975) où l'humeur anti-institutionnelle était assez répandue, non sans quelque paradoxe<sup>42</sup>. Ceux des acteurs qui étaient dotés de titres universitaires suffisants purent alternativement bénéficier de la croissance sans précédent des postes d'assistant (cf. infra), et pour certains rejoindre les mûles d'un enseignement universitaire qui se voulait alternatif (Vincennes<sup>43</sup>, Paris VII). La période 1968-75 fut aussi celle de la création des premières revues de sciences sociales animées par des collectifs au projet explicitement ou implicitement critique<sup>44</sup>. À la différence des publications lancées dans les décennies précédentes avec le soutien *ab initio* d'un éditeur, plusieurs d'entre elles furent dans un premier temps auto-éditées, dans une certaine continuité avec l'esprit des « fanzines » de la contre-culture<sup>45</sup> ou celui des tracts « gauchistes ». Collectifs auto-gérés, centres universitaires plus ou moins « expérimentaux », revues alternatives furent pour un temps des éco-systèmes où s'élaborait et se vivait une « vocation d'hérododie ». Ils constituaient des modalités spécifiques de l'énergie « groupale » des « années 68 », et à ce titre en connurent les désillusions et les déplacements progressifs. Ils furent aussi le lieu d'une poursuite des objectifs révolutionnaires de Mai-Juin 68, quoique amputés d'une perspective politique globale et recentrés sur une révolution (ou une réforme) de champs de proximité, qui met en perspective les forts questionnements historico-épistémologiques propres à la période. Ce furent des expériences relativement brèves que la crise économique, les restrictions budgétaires puis l'action politique — notamment avec l'arrivée d'A. Saunier-Séité au secrétariat (1976) puis au ministère (1978) des Universités — ont contribué à disloquer.

Une telle présentation sursignifie la constitution de deux « blocs » opposés au détriment d'une appréhension plus nuancée qui ferait leur part aux universitaires et chercheurs qui ont évité la logique confrontationnelle. Dans les récits rétrospectifs des acteurs de la période, sociologues notamment<sup>46</sup>, la crise de Mai-Juin 1968 est souvent présentée comme la scène originelle d'un processus de balkanisation en même temps que la fin brutale d'un « âge d'or » (mise en récit au demeurant discutable). C'est à la fois méconnaître les différences structurelles entre une époque de relative rareté des vocations de sociologue, ayant favorisé l'émergence et la précoce prééminence d'une génération d'*early bloomers* disposant d'avantages situationnels, et des décennies ultérieures où la démographie, en termes d'individus comme de groupes constitués, n'est plus la même<sup>47</sup>, posant la question d'une démocratisation du soutien institutionnel à des champs en cours de consolidation. Avant même 1968, les instances de répartition des crédits et les décideurs proches du pouvoir politique se montraient de moins en moins enclins à n'arbitrer qu'en faveur des équipes établies et voulaient au contraire répartir de manière équitable les dotations, voire même mettre en concurrence les « équipes »<sup>48</sup>. Cette ligne s'est maintenue dès lors jusqu'au

---

<sup>42</sup> M. Amiot a attiré l'attention dans *Contre l'État, les sociologues* (1986) sur la reconfiguration et l'amplification de la politique de guichet des financeurs de la recherche après 1968, qui profita largement aux sociologues « néo-marxistes » au détriment des ténors de la décennie précédente. Le paradoxe tient dans ce que l'humeur anti-institutionnelle n'empêchait pas les *social scientists* contestataires de dépendre de crédits étatiques et leur agenda de demande

<sup>43</sup> Cf. C. Soulié, dir., 2012, *Un mythe à détruire ? Origines et destin du centre universitaire expérimental de Vincennes*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes.

<sup>44</sup> On pense bien évidemment à *Espaces et Sociétés* (1970) ou aux *Actes de la recherche en sciences sociales* (1975). Mais c'est aussi la période où apparurent des revues de géographie qui se revendiquaient plus ou moins explicitement des sciences sociales, comme *l'Espace géographique* (lancé en 1972), *Espaces Temps* (1975), en même temps qu'elles développaient une posture plus ou moins critique (et ici il faudrait aussi mentionner *Hérodote*, lancée par Yves Lacoste en 1976).

<sup>45</sup> Cf. L. Boltanski, 2008, *Rendre la réalité inacceptable. À propos de La Production de l'idéologie dominante*, Demopolis.

<sup>46</sup> Cf. M. Crozier, 2002, 2004, *Mémoires (1 Ma Belle époque, .2 À contre-courant)*, Paris, Fayard ; H. Mendras, 1995, *op. cit.* ; P. Grémion, 2008, *op. cit.*

<sup>47</sup> Entre 1967 et 1984, les effectifs universitaires passent de 97 à 284 en sociologie, de 16 à 78 en ethnologie (cf. Soulié, 2013, *op. cit.*), tandis que la création de l'agrégation de science politique en 1971-72 fait émerger un corps de « politistes » universitaire qui inclut déjà 146 personnes en 1984. Il faut préciser que la croissance a été très faible entre 1975 et 1984, en particulier en sociologie, où l'essentiel du triplement des effectifs a eu lieu avant.

<sup>48</sup> Cf. P. Masson, 2006 ; M. Amiot, 1986 ; P. Bézès et al., 2005.

tariement d'une manne — rétrospectivement exceptionnelle — qui avait notamment pour finalité *initiale* le développement à cadence rapide de sciences jugées en retard<sup>49</sup>. Dans le contexte assez différent d'années 1970 où chaque université veut avoir son équipe de sociologues, de géographes « humains »<sup>50</sup>, voire d'ethnologues, la tension entre une forme d'équitarisme propre aux instances décisionnelles et les aspirations d'un oligopole parisien pré-constitué n'a que partiellement donné l'avantage à ce dernier. Un exemple en serait l'Action thématique programmée (ATP) du CNRS « Observatoire du changement social » (1976-2001) que ses pilotes (H. Mendras, Odile Benoît-Guilbot et J. Lautman) concevaient comme susceptible de fédérer des collectifs de sociologues déjà bien établis et qui par arbitrage du CNRS est devenue tout autre chose :

Pour notre malheur, le CNRS l'a transformé en une opération multidisciplinaire de régionalisation. Par conséquent, nous nous sommes retrouvés à la tête d'une dizaine d'équipes provinciales avec des géographes, des ethnologues, des économistes, des sociologues et des psychosociologues. Si bien que l'ensemble de l'opération nous a échappé intellectuellement [...].<sup>51</sup>

La question des antagonismes mériterait elle-même d'être reposée : il n'y a finalement que dans les années 1956-68 qu'ils ont été relativement limités, moment où une générosité publique (et privée) entra en phase avec des structures de champ relativement peu concurrentielles, poreuses et marquées par une dynamique sociale ascensionnelle. Or, par paliers successifs, la situation se tendit par la suite : le nouveau marché universitaire de la science politique resta pour un temps fermé aux acteurs dépourvus de titres juridiques qui avaient contribué à son développement antérieur au sein de la FNSP<sup>52</sup> ; les « lieutenants » des entrepreneurs de la science sociale des années 1960 cherchèrent à s'affranchir de la tutelle de ces derniers<sup>53</sup> ; les logiques disciplinaires eurent tendance à se durcir à mesure que les postes se raréfiaient et que se développait un esprit de corps jusque là diffus ; la mobilité sociale et les perspectives de reclassement déclinèrent à partir de 1972, lorsque le gouvernement Mesmer initia une série de tours de vis sur les postes et les budgets qui irait crescendo jusqu'en 1981-82. Les recrutements au CNRS connurent la même évolution (hors science politique ?), à la notable exception de la régularisation massive de chercheurs contractuels dits « hors statut », voulue par la DGRST et réalisée de manière différenciée par les sections du comité national<sup>54</sup>.

---

<sup>49</sup> Cf. H. Longchambon, 1957, « Les Sciences sociales en France. Un bilan, un programme », *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, XIII-1, p. 94-109. Il serait utile de confronter les diagnostics institutionnels faits à la fin des années 1950 avec

<sup>50</sup> Il importe de préciser que la « géographie humaine » était très peu structurée en équipes et « laboratoires » avant les années 1970. Seule la géographie physique avait bénéficié jusque là d'investissements importants. Les premiers crédits spécifiques ont émergé avec le financement de recherches coopératives sur programme au début de la décennie. Cf. O. Orain et M.-P. Sol, 2007, « Les géographes et le travail collectif. La recherche coopérative sur programme à l'œuvre », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 18, p. 11-14.

<sup>51</sup> Propos de H. Mendras dans H. Mendras, J.-L. Briquet & G. Courty, « Observer le changement social », *Politix*, vol. 2, n°7-8, oct.-déc., « L'espace du local », p. 18 (17-20). On trouve des propos rétrospectifs similaires chez J. Lautman.

<sup>52</sup> Cf. Gaiti et Scot, 2017, op. cit.

<sup>53</sup> La chronique des défections successives de proches de P. Bourdieu (J.-C. Passeron, C. Grignon, L. Boltanski, N. Heinich, J.-L. Fabiani) ferait un peu facilement oublier qu'il s'est produit un phénomène similaire autour de M. Crozier (R. Sainsaulieu, J.-C. Thoenig), voire peut-être autour d'autres patrons ayant construit une « écurie » dans les années 1960. À cet égard, la dynamique de développement du champ apparaîtrait comme une explication complémentaire, sinon alternative, au schème de « l'éclatement » du champ.

<sup>54</sup> Amorcé en 1975-76, le processus connaît un pic en 1977-78. Il est proportionnellement limité dans les sciences naturelles, en économie ou géographie, mais massif en sociologie, où le nombre de chercheurs double. Les bilans qui en furent faits dans la décennie suivante sont très contrastés mais on manque encore d'une évaluation proprement historique. Cf. E. Lisle, 2002, « Les sciences sociales en France : développement et turbulences dans les années 1970 », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], n° 7, mis en ligne le 18 octobre 2006, consulté le 26 mars 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/543>; J.-F. Picard et E. Padoura, 1987, Entretien avec Jacques Lautman, en ligne : <http://www.histcnrs.fr/archives-orales/lautman.html>, consulté le 15/02/2019.

À rebours d'une mise en intrigue donnant les « années 68 » comme la matrice de profonds et durables clivages dans les sciences sociales et d'un désenchantement des autorités politiques<sup>55</sup>, voire de l'opinion publique, à leur endroit, on pourrait tout aussi bien les considérer comme le moment où leur position s'est durablement consolidée. On en donnera quelques éléments très stylisés.

Les sociologues ont acquis un levier d'autonomie décisif en 1969 avec la création d'une section propre au Comité consultatif des universités, qui les affranchissait de la tutelle des philosophes pour le recrutement et la promotion de leur personnel. Initialement tributaires de débouchés *spécifiques* réduits à la recherche, publique ou associative-contactuelle, et à l'enseignement supérieur, ils ont bénéficié de l'ouverture de nouveaux marchés dans les années 1970 : l'enseignement secondaire avec la création au début des années 1970 d'un baccalauréat de « sciences économiques et sociales », nouvelle filière « couronnée » par une agrégation du secondaire en 1976 ; de façon plus marginale, des perspectives de carrières de cadre en entreprise ou dans la formation continue, ébauches hétéronomes d'une « sociologie professionnelle » ou « pratique »<sup>56</sup>. L'autre succès notable de la nouvelle discipline a été l'attraction d'un public étudiant toujours plus important durant la décennie (il a presque triplé) : quelles qu'aient pu être les réserves d'une partie des élites politiques et de certains ténors de la discipline à l'égard de son recrutement scolaire et de ses débouchés, ce développement dans une période de relatif tassement de la massification universitaire avait une valeur légitimante.

L'ethnologie disposait depuis 1925 d'un institut fondé par Marcel Mauss et Lucien Lévy-Bruhl, de chaires prestigieuses au Collège de France depuis 1931, de laboratoires et de postes de chercheurs dans de nombreuses institutions de recherche (ORSTOM, CNRS, Muséum d'histoire naturelle, VI<sup>e</sup> section de l'EPHE). Mais l'enseignement en était demeuré le point faible, réduit à quelques certificats dans des licences de philosophie, en particulier celui délivré par l'Institut d'ethnologie dans le cadre de sa mission de formation<sup>57</sup>. Dans des circonstances qui demandent encore des enquêtes complémentaires<sup>58</sup>, un premier département universitaire d'ethnologie fut créé à Nanterre en 1967, peut-être à titre pilote. Éric de Dampierre, tout juste élu professeur, en fut l'instigateur en même temps que du Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, première unité associée dans ce domaine. À la Sorbonne, des initiatives homologues (mais officieuses) se développèrent en octobre 1968, mais qui n'aboutirent qu'avec la scission des universités parisiennes en 1970 et la création d'une UER d'ethnologie et de science des religions

---

<sup>55</sup> Le stigmate le plus souvent donné en exemple de cette bascule de la faveur publique est un développement dans le livre testamentaire de Georges Pompidou, *Le Naud gordien* (Plon, 1974, p. 22) : « ... des enseignements destructeurs - je parle de la sociologie notamment. Il s'agit d'une science balbutiante, dont beaucoup de spécialistes ont d'autant plus d'assurance que leurs connaissances sont plus incertaines et bien souvent, en France au moins, mal assimilées. Comme les sophistes de Platon, les scolastiques du XV<sup>e</sup> siècle, ou les médecins de Molière, ils cherchent leur autorité et leur prestige dans un jargon spécifique, inaccessible au profane, et appliquent leur intelligence et les détours de leur esprit à critiquer une société où de fait ils n'ont aucune utilité clairement définie. Ne menant pratiquement à rien et les bourses aidant, ces études n'ont nulle raison de finir : il est caractéristique de constater que la plupart des leaders du mouvement de Nanterre avaient passé l'âge où un homme normal déserte la faculté pour un métier et l'étude pour l'action. » Ce jugement érigé en vulgate fait que l'on oublie d'analyser la singularité de la position d'un ancien agrégé de lettres

<sup>56</sup> Pour une synthèse historicisée concernant la question des débouchés », cf. A. Chenu, 2002, « Une institution sans intention » La sociologie en France depuis l'après-guerre, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 141-142, p. 46-61.

<sup>57</sup> Cf. V. Karady, 1982, « Le problème de la légitimité dans l'organisation historique de l'ethnologie française », *Revue française de sociologie*, 23-1. p. 17-35 ; V. Karady, 1988, « Durkheim et les débuts de l'ethnologie universitaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*. n° 74, spéc. p. 31-32 [23-32]. Cet auteur évoque la création d'une licence nationale en 1968, mais je n'ai pas retrouvé de texte officiel (JO, BO) venant le corroborer, pas plus que

<sup>58</sup> É. de Dampierre (1928-1998) avait été recruté dès la création de l'université (1965). On peut faire l'hypothèse que le soutien constant de R. Aron et la proximité intellectuelle et générationnelle avec F. Bourricaud, conseiller du ministre de l'Éducation nationale, ont dû faciliter cette création institutionnelle. Sur sa trajectoire, cf. M. Joly, 2015, *op. cit.* ;

au sein de Paris VII<sup>59</sup>. Les souplesses introduites par la Loi Faure (décembre 1968) permirent le développement d'UER interdisciplinaires (notamment de « sciences sociales » ou d'« ethnologie et sociologie ») qui incluaient un enseignement d'ethnologie ou d'anthropologie sociale sous forme d'unités de valeur, les UER spécifiques étant rares. L'universitarisation de la discipline sous le régime de la loi Faure eut pour corollaire la disparition de l'Institut d'ethnologie, sur fond de tensions au sein de la profession, dont l'indexation sur « Mai 68 » nécessite d'être étayé<sup>60</sup>. La discipline connut une croissance démographique significative en termes relatifs sur la période 1967-1982, avec un taux de croissance supérieur à celui de la sociologie, mais pour des effectifs qui demeurèrent modestes à l'université (moins de 80).

La géographie humaine, présente en tant que telle à l'université depuis quasiment le début du siècle, forte de contingents nombreux, mais que ses praticiens n'auraient que très marginalement définie comme une science sociale<sup>61</sup>, entama une transformation durant la décennie 1970 qui allait en déplacer les définitions standard et la rapprocher des domaines étudiés dans ce texte. Ce changement de statut procéda pour partie de la profonde volonté d'*aggiornamento* exprimée par une partie des générations entrées dans la carrière durant les années 1960 ou au début des années 1970. Par un effet de décalage temporel que je n'ai pas le loisir d'explicitier ici, le modèle (néo-)positiviste des *social sciences* américaines ne fut réapproprié en France que dans les années 1970, par le truchement d'une mouvance de la géographie anglophone qualifiée de '*theoretical*' ou de '*quantitative*' *geography*, ou encore de '*spatial analysis*', qui en France se mâtina souvent de marxisme, dans un projet de refondation qui se voulait à la fois scientifique, politique et critique (la géographie pratiquée jusque là étant jugée « pré- » ou « non scientifique », « apolitique » (c'est-à-dire au service de l'idéologie dominante) et incapable d'expliciter ses problématiques. Les préoccupations nouvelles exprimées par les « nouveaux géographes » étaient également nourries par une lecture avide des sciences sociales françaises et par une culture épistémologique de tradition française (Bachelard, Canguilhem, Althusser). Phénomène spatialement très différencié, la « nouvelle géographie » ne toucha pas uniformément l'ensemble de l'institution. Dans les UER et départements demeurés à l'écart du mouvement, d'autres formes d'acculturation aux sciences sociales (et partant de rapprochement avec elles) eurent lieu, via des laboratoires pluridisciplinaires comme le Centre interdisciplinaire d'études urbaines (CIEU) de Toulouse, ou des expériences collaboratives comme à Vincennes (autour d'Yves Lacoste). Mais c'est surtout à l'occasion de l'ATP « Observatoire du changement social » que différents petits centres provinciaux de l'Ouest, situés dans l'orbite de la géographie de P. George (anti-quantitativiste) firent à leur manière l'expérience de l'interdisciplinarité. Ils allaient être dans les années 1980 les fers de lance d'une « géographie sociale » jusque là marginale.

Elles aussi « science-carrefour » jusque dans les années 1960 (mais selon des modalités fort différentes<sup>62</sup>), les sciences politiques, devenues *la* science politique dans cette période, ont connu une disciplinarisation relativement plus tardive que la sociologie et l'ethnologie. Principalement pratiquée comme activité de recherche à la FNSP et dans des organismes privés comme l'IFOP jusqu'au début des années 1970, moment où ses praticiens exprimaient encore des doutes importants sur ses méthodes et son unité, elle a connu un basculement de son centre de gravité après la création d'une agrégation du supérieur en 1971<sup>63</sup>. Recrutant dans un premier temps

---

<sup>59</sup> G. Gaillard, 2003, « Cadres institutionnels et activités de l'ethnologie française entre 1950 et 1970 ». En ligne : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01245125> [consulté le 01/02/2019]

<sup>60</sup> J. Soustelle, 1975, « La recherche française en archéologie et anthropologie », Paris, La Documentation française ; M. Panoff, 1977, *Ethnologie, le deuxième souffle*, Paris, Payot, Petite bibliothèque.

<sup>61</sup> Elle était pour la plupart d'entre eux une « science humaine » ou une « science charnière entre les sciences de la nature et les sciences de l'homme ». Cf. M.-C. Robic, dir., 2006, *Couvrir le monde. Un grand XX<sup>e</sup> siècle de géographie française*, Paris, Ministère des affaires étrangères, Association pour la diffusion de la pensée française (ADPF) ; O. Orain, 2009, *op. cit.* ; O. Orain, 2015, « Mai-68 et ses suites en géographie française », *op. cit.*

<sup>62</sup> J. Leca, 1982, « La Science politique dans le champ français », *Revue française de science politique*, 32-4/5, p. 653-678.

<sup>63</sup> Je m'appuie principalement dans cet alinéa sur B. Gaïti et M. Scot, 2017, *op. cit.* ; C. Dormoy-Rajramanan & L. Jeanpierre, 2017, « Excentrée ou excentrique ? Positions de l'université de Vincennes dans la science politique

principalement des juristes, représentée au CNRS dans une section de « sciences juridiques et politiques » à partir de 1974, disposant d'un diplôme national de maîtrise reposant sur des enseignements spécialisés à partir de 1978, elle ne s'est définitivement détachée du droit (public, surtout) que dans les années 1980. Comme en ethnologie, les réformes dessinées par la loi Faure ont favorisé un processus d'autonomisation. Une UER a été mise en chantier en 1969 en amont de la scission de la Sorbonne, avant de devenir une composante de Paris 1 (université d'accueil des juristes de centre gauche et de centre-droit) en 1970. Plus compliquée fut l'émergence du département de science politique de l'université de Vincennes, qui ne disposa pas d'une reconnaissance nationale de ses diplômes avant les années 1980<sup>64</sup>. En revanche, il fut à l'avant-garde d'une sociologisation du champ qui est devenue une tendance lourde depuis la fin des années 1980.

## Conclusion

Le tableau brossé dans ce texte est à la fois vaste, voire démesuré, et en même temps un peu étriqué et traversé de zones d'ombre. Il aurait vocation à être développé collectivement et affiné à l'avenir. Pour des raisons de place et de prudence élémentaire, je me suis abstenu de rentrer dans les contenus élaborés par les « sciences sociales » françaises et n'ai fait qu'effleurer les formules épistémologiques qui avaient pu localement prévaloir. L'histoire de l'histoire et l'histoire de l'économie devraient y occuper une plus large place, que l'état de ma documentation et des questions irrésolues ne m'ont pas permis d'assurer. Je revendique en revanche fortement le geste de refuser une histoire des gagnants ou des ténors, telle qu'elle est encore trop souvent pratiquée, même si on ne voit pas encore assez dans le texte actuel la diversité déjà très grande des entreprises collectives — qui ont précisément essaimé durant la période étudiée — et des parcours singuliers<sup>65</sup>.

L'un des paradoxes de ces « années 68 » particulières est qu'elles ont vu prévaloir et s'ancrer des logiques de plus en plus disciplinaires, alors qu'elles furent globalement un moment d'intense revendication d'une interdisciplinarité visant à mettre à bas les « vieux partages ». Il n'y a nulle « ruse de la raison » (ou de l'histoire) là-dedans, mais plutôt un déphasage entre l'histoire des créations institutionnelles et de leur pérennisation démographique (dont procède la disciplinarisation), inscrite dans des dynamiques temporelles assez lentes (en particulier en France), et l'histoire des revendications collectives, susceptibles de muter et de se recomposer bien plus rapidement.

---

française des années 1970 », *Revue française de sciences politiques*, 67-1, p.121-143 ; Y. Déloye & N. Mayer, 2019, « Les trois défis de la science politique française. Retour sur la période 1968-2018 », *Idées économiques et sociales*, n° 195, p. 28-39.

<sup>64</sup> Cf. C. Dormoy-Rajramanan & L. Jeanpierre, op. cit.

<sup>65</sup> Je suis de ce point de vue très redevable au genre d'enquête indiscriminante qu'ont pu réaliser des auteurs comme J.-M. Chapoulie, C. Soulié ou G. Houdeville, op. cit.

## Bibliographie

- Amiot, M., 1986, *Contre l'État, les sociologues : éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France, 1900-1980*, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, « Recherches d'histoire et de sciences sociales »
- Andrieu, C., 2002, *Pour l'amour de la République. Le Club Jean-Moulin*, Fayard, « Pour une histoire du XX<sup>e</sup> siècle ».
- Artières, P. & Zancarini-Fournel, M., dir., 2008, *68 : Une histoire collective, 1962-1981*, La Découverte.
- Augé, M., Revel, J. & Wachtel, N., dir., 1996, *Une école pour les sciences sociales De la VI<sup>e</sup> Section à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales*, Paris, eds de l'EHESP.
- Aust, J. & Picard, E., 2014, « Gouverner par la proximité. Allouer des fonds à des projets de recherche dans les années 1960 », *Genèses*, n° 94, p. 7-31.
- Brillant, B., 2003, *Les Clercs de 68*, Paris, PUF, « Le Nœud gordien ».
- Bantigny, L., 2018, *1968, de grands soirs en petits matins*, Paris, Le Seuil.
- Bezes, P., Chauvière, M., Chevallier, J., De Montricher, N., Ocqueteau, F., dir., 2005, *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*, La Découverte, « Recherches ».
- Blondiaux, L., 1991, « Comment rompre avec Durkheim ? Jean Stoetzel et la sociologie française de l'après-guerre (1945-1958) », *Revue française de sociologie*, 32-3, p. 411-441.
- Blum, F., Guidi, P. & Rillon, O., dir., 2017, *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, « Histoire contemporaine ».
- Boltanski, L., 2008, *Rendre la réalité inacceptable. À propos de La Production de l'idéologie dominante*, Demopolis.
- Boncourt, T., 2011, *L'internationalisation de la science politique : une comparaison franco-britannique (1945-2010)*, thèse de science politique, Bordeaux.
- Bourdieu, P., 1984, *Homo Academicus*, Paris, Minuit.
- Chapoulie, J.-M., 1991, « La seconde fondation de la sociologie française, les États-Unis et la classe ouvrière », *Revue française de sociologie*, 32-3, p. 321-364.
- Chatriot, A., 2015, *Pierre Mendès France. Pour une République moderne*, Paris, Armand Colin.
- Chatron, G., 2015, « Désaccord parfait. Le Contrepoin libéral dans les configurations intellectuelles des années soixante-dix », dans F. Hourmant, dir., *Les Revues et la dynamique des ruptures*, Rennes, PUR, p. 131-164.
- Chaubet, M., 2014, *Michel Crozier. Réformer la société française*, Les Belles Lettres, « l'histoire de profil ».
- Chenu, A., 2002, « Une institution sans intention » La sociologie en France depuis l'après-guerre, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 141-142, p. 46-61.
- Christoffersson, M. S., 2009, *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Agone, « Contre-feux ».
- Cohen, A., 2012, *De Vichy à la communauté européenne*, Paris, PUF.
- Collins, R., 1994, *Four Sociological Traditions*, New York, Oxford University Press.
- Collins, R., 1995, « Les traditions sociologiques », *Enquête* [En ligne], 2, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 25 janvier 2014. URL : <http://enquete.revues.org/302> ; DOI : 10.4000/enquete.302.
- Cornu, P., Valceschini, E. & Maeght-Bournay, O., 2018, *L'histoire de l'Inra, entre science et politique*, Versailles, eds Quae.
- Crozier, M., 1996, « Comment je me suis découvert sociologue. Réflexions sur un apprentissage qui ne sera jamais terminé », *Revue française de science politique*, XLVI, n°1, p. 80-95.
- Crozier, M., 2002, 2004, *Mémoires (1 Ma Belle époque, .2 À contre-courant)*, Paris, Fayard.
- Damamme, D., Gobille, B., Matonti, F., Pudal, B., dir., 2008, *Mai Juin 68*, Les éditions de l'atelier.
- Dormoy-Rajramanan, C., 2018, « La Sociologie nanterrienne « autour de 68 ». Entre expertise et contestation », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 12-3, p. 481-511.

- Dreyfus-Armand, G. & Gervereau, L., dir., 1988, *Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, BDIC (catalogue de l'exposition à l'Hôtel national des Invalides, 3 mai – 10 juillet 1988).
- Dreyfus-Armand, G., Frank, R., Lévy, M.-F., Zancarini-Fournel, M., 2000, dir., *Les Années 68. Le temps de la contestation*, éditions Complexe (rééd. Complexe, coll. « Historiques », 2008).
- Gaillard, G., 2003, « Cadres institutionnels et activités de l'ethnologie française entre 1950 et 1970 ». En ligne : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01245125> [consulté le 01/02/2019]
- Gaïti, B., & Scot, M., 2017, « Une science sans savants ? Les paradoxes de l'émergence de la science politique en France entre 1945 et 1968 », *Revue française de sciences politiques*, 67-1, p. 13-42.
- Gaubert, C. & Pouly, M.-P., 2012, « Transformations morphologiques et mobilisations disciplinaires. Les enseignants et étudiants de l'Institut d'anglais de la Sorbonne en 1968 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 194, p. 78-97.
- Gobille, B., 2008, « La vocation d'hétérodoxie », dans D. Damamme *et alii*, dir., *Mai Juin 68*, Les éditions de l'atelier, 2008, p. 274-291.
- Gobille, B., 2008, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008/2, 63e année, p. 321-349.
- Grémion, P., 2008, « Les sociologues et 68. Notes de recherche », *Le Débat*, n° 149, p. 20-36.
- Gruel, L., Galland, O. et Houzel, G., dir., 2009, *Les étudiants en France. Histoire et sociologie d'une nouvelle jeunesse*, Rennes, PUR, « Le lien social ».
- Guthleben, D., 2009, *Histoire du CNRS de 1939 à nos jours. Une ambition nationale pour la science*, Paris, Armand Colin.
- Heilbron, J., 1991, « Pionniers par défaut ? Les débuts de la recherche au Centre d'études sociologiques (1946-1960) », *Revue française de sociologie*, 32-3, p. 365-379.
- Heilbron, J., 2015, *French Sociology*, Ithaca, Cornell University Press.
- Houdeville, G., 2007, *Le Métier de sociologue depuis 1945. Renaissance d'une discipline*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Le Lien social ».
- Joly, M., 2012, « Mai 1968 et la crise du modèle d'excellence sociologique », dans *Devenir Norbert Elias*, Paris, Fayard, « Histoire de la pensée », p. 187-231.
- Joly, M., 2015, « Excellence sociologique et « vocation d'hétérodoxie » », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 26, p. 17-44.
- Karady, V., 1982, « Le problème de la légitimité dans l'organisation historique de l'ethnologie française », *Revue française de sociologie*, 23-1, p. 17-35
- Karady, V., 1988, « Durkheim et les débuts de l'ethnologie universitaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 74, p. 23-32.
- Leca, J., 1982, « La Science politique dans le champ français », *Revue française de science politique*, 32-4/5, p. 653-678.
- Lisle, E., 2002, « Les sciences sociales en France : développement et turbulences dans les années 1970 », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], n° 7, mis en ligne le 18 octobre 2006, consulté le 26 mars 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/543>
- Longchambon, H., 1957, « Les Sciences sociales en France. Un bilan, un programme », *Annales. Economies, sociétés, civilisations*, XIII-1, p. 94-109.
- Marcel, J.-C., 1998, « Jean Stoetzel, élève de Maurice Halbwachs : les origines françaises de la théorie des opinions », *L'Année sociologique*, 48-2, p. 319-351.
- Marcel, J.-C., 2005, « Le déploiement de la recherche au Centre d'études sociologiques (1945-1960) », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 13, mis en ligne le 03 novembre 2007, consulté le 10 janvier 2017. URL : <http://histoire-cnrs.revues.org/1656> ; DOI : 10.4000/histoirecnrs.1656.
- Masson, P., 2006, « Le financement de la sociologie française : les conventions de recherche de la DGRST dans les années soixante », *Genèses*, n° 62, p. 110-128.

- Mazon, B., 1988, *Aux origines de l'École des hautes études en sciences sociales. Le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, Éditions du Cerf.
- Memmi, D., 2008, « Mai 68 ou la crise de la domination rapprochée », in D. Damamme, B. Gobille, F. Matonti, B. Pudal (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, p. 35-46.
- Mendras, H., 1995, *Comment devenir sociologue. Souvenirs d'un vieux mandarin*, Actes Sud.
- Meyer, G., 2017, *L'Etat, l'art et les mœurs : sociologie historique de la censure du cinéma (1961-1975)*, thèse de doctorat, Saint-Denis, Université de Paris 8.
- Mouriaux, R., Percheron, A., Prost, A., Tartakowsky, D., dir., 1992, 1968. *Exploration du mai français*, L'Harmattan, « Logiques sociales », 1992, 2 vol.
- Orain, O. & Sol, M.-P., 2007, « Les géographes et le travail collectif. La recherche coopérative sur programme à l'œuvre », *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 18, p. 11-14.
- Orain, O., 2009, *De Plain-pied dans le monde. Écriture et réalisme dans la géographie française au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan.
- Orain, O., 2015, « Mai-68 et ses suites en géographie française », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2015, n°26, p. 209-242.
- Orain, O., 2015, « Une fertilisation paradoxale ? Bilan historiographique de l'incidence de Mai 68 sur les transformations des sciences de l'homme et de la société dans les années 1960-1970 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n°26, p. 243-294.
- Picard, J.-F., 1990, *La République des savants. La recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion.
- Picard, J.-F. & Padoura, E., 1987, « Entretien avec Jacques Lautman », en ligne : <http://www.histcnrs.fr/archives-orales/lautman.html>.
- Picard, J.-F., 2018, « Histoire d'un 'parlement de la science' : le Comité national du CNRS », En ligne [consulté le 25/02/2019] : <http://www.histcnrs.fr/histoire-comite-national.html>
- Pollak, M., 1976, « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2 (2-3), p. 105-121.
- Pollak, M., 1989, « Signes de crise, signes de changement », *Cahiers de l'IHTP*, « Mai 68 et les sciences sociales », n° 11, avril 1989, p. 9-20.
- Prost, A., 1990, « Les réformes du CNRS 1959-1966 », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, n° 9, en ligne : <https://www.vjf.cnrs.fr/histcnrs/pdf/cahiers-cnrs/prost-2.pdf> [consulté le 13/02/19].
- Rosental, P.-A., 2003, *L'Intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, Odile Jacob.
- Rosental, P.-A., 2006, « Jean Stœtzel, la démographie et l'opinion : autour des soixante ans de Population », *Population*, 61-1/2, p. 31-43.
- Rot, G. & Vatin, F., 2008, « L'enquête des Gaston ou les sociologues au travail. Jacques Dofny et Bernard Mottez à la tôleterie de Mont-Saint-Martin en 1955 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 175, p. 62-81.
- Sapiro, G., Brun, E. & Fordant, C., 2019, « The rise of the Social Sciences and Humanities in France : Institutionnalization, Professionalization, and Autonomization », in C. Fleck, M. Duller & V. Karady, eds, 2019, *Shaping Human Science Disciplines. Institutionnal Developments in Europe and Beyond*, Palgrave-McMillan, p. 25-68.
- Simon, D., 2018, « Sous le phare durkheimien. La sociologie française au prisme du Centre d'études sociologiques (1946-1955) », *Genèses*, n° 113, p. 169-192.
- Soulié, C., dir., 2012, *Un mythe à détruire ? Origines et destin du centre universitaire expérimental de Vincennes*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes.
- Soulié, C., 2013, « Des humanités à « l'économie de la connaissance » ? Les transformations du corps enseignant en lettres et sciences humaines en France (1949-2010) », dans M. Conesa, P.-Y. Lacour, F. Rousseau et J.-F. Thomas, eds, *Faut-il brûler les Humanités et les Sciences humaines et sociales ?*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2013, p. 52-78.

- Stankiewicz, G., 2008, « Comment en finir avec une tradition dominante ? » : rupture et continuité dans la trajectoire de Jean Stoetzel », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 18, p. 137-158.
- Topalov, C., 1992, « Le centre de sociologie urbaine », *Politix*, n° 20, p. 195-201.
- Tournès, L., 2011, *Sciences de l'homme et politique. Les fondations philanthropiques américaines en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Editions des Classiques Garnier.
- Tréanton, J.-R., 1991, « Les premières années du Centre d'études sociologiques (1946-1955) », *Revue française de sociologie*, 32-3. p. 381-404 ;
- Vannier, P., 1999, *Un laboratoire pour la sociologie ? Le Centre d'études sociologiques (1946-1968) ou les débuts de la recherche sociologique en France*, thèse, université de Toulouse le Mirail
- Vannier, P., 2015, « Mai 68 et la sociologie. Une reconfiguration institutionnelle et théorique », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2015, n°26, p. 45-62.
- Vigna, X., 2007, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Histoire ».
- Warren, J.-Ph., 2008, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*, Montréal, Boréal.